

Edito

Printemps 2013 : quelques frémissements positifs sans effets sur l'emploi

Les derniers indicateurs d'avril et de mai 2013 montrent une activité encore peu soutenue dans les entreprises d'Indre et Loire, avec cependant un tassement du chômage partiel et une hausse de l'intérim. Le recours aux crédits est encore limité, les créations et les défaillances d'entreprises se maintiennent à un niveau correct. La consommation courante des ménages reste faible et irrégulière. Le secteur de l'immobilier se redresse quelque peu dans l'ancien et le neuf, pour les particuliers et les professionnels, dans l'individuel ou le collectif. Malgré un calendrier généreux pour les vacances et les week-ends prolongés, le démarrage de la saison touristique est ralenti par les caprices de la météo. Pour l'heure, l'accélération du chômage se poursuit, avec une dégradation plus marquée pour les jeunes et les chômeurs de longue durée. En cette fin de printemps 2013, les conjoncturistes nationaux entrevoient enfin la fin de la dégradation et évoquent même une « éclaircie encore timide » précédant une amélioration prochaine.

Tendances	Entreprises		Consommation		Emploi
	Niveau d'activité	Investissement	Dépenses courantes	Logement	
Résultats	→	→	→	↑	↓
Prévisions	→	→	→	→	↓

► Activité des entreprises : quelques frémissements positifs dans un contexte encore figé

Depuis plusieurs mois, les enquêtes menées auprès des entreprises à l'échelon départemental, régional ou national ne montrent guère d'évolution, décrivant une situation figée où prédominent la morosité et l'atonie de l'activité. Les derniers indicateurs connus confirment cette tendance même si quelques éléments positifs peuvent être relevés. Le recours au chômage partiel diminue tout en restant à un niveau encore élevé. Le travail intérimaire progresse en mai. Les mises en chantier de locaux professionnels augmentent. Les défaillances d'entreprises sont moins nombreuses avec des conséquences plus importantes sur l'emploi. Le recours aux crédits par les entreprises reste modéré, que ce soit pour le fonctionnement ou l'investissement. Les perspectives d'activité n'encouragent pas encore l'investissement, la création d'entreprise ou les embauches.

En savoir plus : [Activité des entreprises](#)

► Consommation : l'immobilier apporte quelques signaux positifs

Dans la tendance observée depuis de longs mois, les indicateurs de dépenses courantes restent marqués par la prudence. Le commerce de proximité souffre du manque de consommation et le marché automobile est toujours en recul. Les ménages limitent leur endettement de court terme et l'épargne bancaire commence à pâtir d'une rémunération jugée faible et de la nécessité pour une partie des épargnants de puiser dans leurs réserves. Du côté de l'immobilier, on relève cependant quelques signaux positifs. Les encours de crédits à l'habitat augmentent, les ventes dans l'ancien et les mises en chantier dans le neuf également.

En savoir plus : [Consommation](#)

► L'emploi : attente des effets saisonniers dans un climat tendu

Malgré la période traditionnellement favorable à la reprise de l'emploi en raison de l'arrivée des contrats saisonniers, les effets ne se font pas sentir sur la courbe du chômage. Quelle que soit la caté-

gorie de demandeurs d'emploi, les évolutions relevées en avril sont très fortes en Indre et Loire, et supérieures à celles constatées au niveau national et régional. Sur un an, la progression du chômage s'est nettement accélérée en Indre et Loire (+13,4% pour les catégories ABC ; +15,6% pour les catégories A par rapport à avril 2012), à des rythmes également supérieurs à ceux enregistrés en France et en région. Pourtant, depuis 3 mois, les flux de sorties de Pôle emploi restent systématiquement plus importants que ceux des entrées, mais cela reste insuffisant pour inverser la tendance générale. Les offres d'emplois déposées à Pôle emploi sont en recul, alors que les déclarations uniques d'embauches reprennent de la vigueur depuis le début de l'année. Dans ce contexte tendu, les prévisions (OE2T- E.Bosia fBS) restent assez moroses pour les mois à venir.

En savoir plus : [Emploi](#)

► Un bon mois de mai 2013 mais un début d'année qui reste maussade pour le tourisme

Situées au mois d'avril en 2013, les vacances scolaires de la zone C (Bordeaux, Créteil, Paris, Versailles) ont créé un contexte favorable pour le mois de mai 2013. Les résultats sont en effet souvent orientés à la hausse mais ils cachent des bilans individuels contrastés (la météo très pluvieuse a fortement pénalisé certains prestataires). Malgré ces résultats, le début d'année 2013 reste en retrait par rapport à la même période de 2012. La fréquentation étrangère est en hausse et ce sont donc les clients Français qui sont moins présents. Entre la conjoncture économique et une météo qui persiste à ne pas être estivale, l'optimisme n'est pas de rigueur concernant l'activité touristique... mais ce n'est pas propre à la Touraine...

En savoir plus : [Activité touristique](#)

Au niveau régional, selon les dernières observations de la Banque de France en région Centre, les carnets de commandes dans l'industrie ont connu en mai une nouvelle dégradation. Elle est due au ralentissement de la demande intérieure et de la stagnation des commandes étrangères. Par conséquent, la production

Edito

Printemps 2013 : quelques frémissements positifs sans effets sur l'emploi

a peine à se maintenir à son niveau d'avril. Dans les services marchands, l'activité globale stagne depuis février 2013, certains secteurs connaissant des évolutions défavorables comme l'intérim ou les services informatiques. Dans le bâtiment et les travaux publics, la situation se maintient globalement malgré les intempéries. Les effectifs sont déclarés en baisse dans les trois secteurs et seuls les services marchands attendent une amélioration prochaine de la situation.

Au niveau national, dans sa dernière note de conjoncture de juin 2013, l'Insee titre « Timide éclaircie ». Selon ces experts, le rebond des exportations et la reconstitution des stocks dans l'industrie manufacturière permettraient une reprise de l'activité au deuxième trimestre malgré une demande intérieure atone tout au long de l'année 2013. Ils prévoient une reprise progressive de l'investissement et un redressement des mises en chantier dans le bâtiment. La consommation des ménages resterait toutefois limitée et le marché du travail continuerait à se dégrader. Les pertes d'emplois marchands seraient en partie compensées par une augmentation importante du nombre d'emplois aidés dans le secteur non marchand mais le taux de chômage dépasserait 11% fin 2013.

Cette vision est partagée par les experts de COE-REXECODE qui annoncent en mai 2013 qu'« un redressement de l'activité paraît hypothétique à très court terme. Quelques signes positifs apparus récemment suggèrent cependant que la récession ne s'amplifie pas mais plutôt qu'une langueur de l'activité paraît s'être installée ».

Compte-tenu des derniers paramètres analysés, l'institut national prévoit une croissance du PIB de +0,2% au 2^e trimestre 2013, de 0% au 3^e trimestre puis de +0,1% au 4^e trimestre. La croissance annuelle s'établirait ainsi à -0,1% en moyenne annuelle pour l'année 2013. La Commission Européenne prévoit -0,1%, le FMI -0,2% et l'OCDE -0,3%. Seul le gouvernement table sur une croissance positive à +0,1% pour l'année en cours.

Pour terminer sur une note positive, l'ensemble des conjoncturistes prévoient une amélioration progressive de la situation et tablent sur une croissance positive en 2014, oscillant entre +1,2 pour le gouvernement français et +0,8 pour le FMI et l'OCDE.

Jean-Marc Defrasne

Achévé de rédiger le 26 juin 2013

A consulter :

Site COE-Rexecode : www.coe-rexecode.fr

Site BNP Paribas : www.bnpparibas.com

Site INSEE : www.insee.fr

Site banque de France : www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/conjoncture-et-croissance/publications-regionales/publications/centre.html

Site Eurostat : www.epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home

Site OCDE : www.ocde.org/fr/

Site Oséo : www.oseo.fr

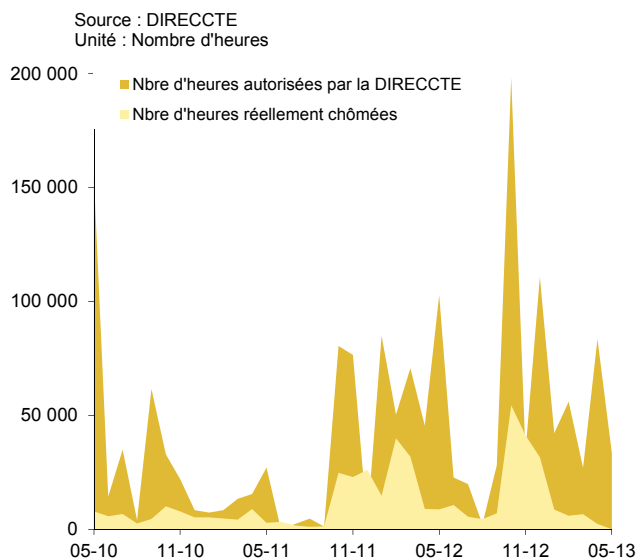
Activité des entreprises

Quelques frémissements positifs dans un contexte encore figé

Depuis plusieurs mois, les enquêtes menées auprès des entreprises à l'échelon départemental, régional ou national ne montrent guère d'évolution, décrivant une situation figée où prédominent la morosité et l'atonie de l'activité. Les derniers indicateurs connus confirment cette tendance même si quelques éléments positifs peuvent être relevés. Le recours au chômage partiel diminue tout en restant à un niveau encore élevé. Le travail intérimaire progresse en mai. Les mises en chantier de locaux professionnels augmentent. Les défaillances d'entreprises sont moins nombreuses avec des conséquences plus importantes sur l'emploi. Le recours aux crédits par les entreprises reste modéré, que ce soit pour le fonctionnement ou l'investissement. Les perspectives d'activité n'encouragent pas encore l'investissement, la création d'entreprise ou les embauches.

► Les autorisations de chômage partiel diminuent mais restent à un niveau élevé

Chômage partiel



En mai 2013, le nombre d'heures autorisées a diminué de -67,4% par rapport à mai 2012, en passant à 33 466 heures

Selon les premiers résultats⁽¹⁾ encore provisoires de mai 2013, les demandes d'heures de chômage indemnisables sont en baisse de 67,4% par rapport à mai 2012 (33 466 heures contre 102 776). En cumul sur cinq mois, la baisse de la demande s'élève à 31,6% par rapport à la même période de l'an dernier. Ce niveau est encore élevé alors que les chiffres 2013 des heures effectivement réalisées sont faibles. Même si une révision à la hausse interviendra dans les prochains mois au rythme des demandes de règlement des entreprises, ces chiffres montrent que ce dispositif est encore utilisé par les entreprises par manque de visibilité sur l'évolution de leur activité à court terme. Les chiffres définitifs connus à ce jour montrent un pic dans les heures effectivement réalisées au 4^e trimestre 2012.

(1) Les chiffres sont provisoires sur une période de 2 mois pour les heures autorisées et de plus de 6 mois pour les heures effectuées.

► Le travail temporaire rebondit en avril

18 186 contrats ont été signés en avril 2013 par les agences

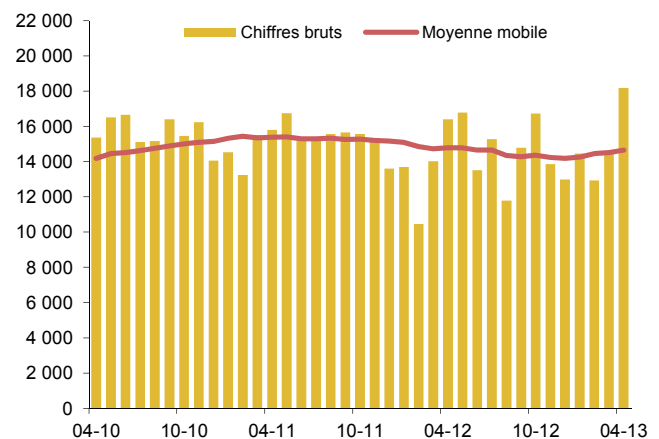
d'intérim départementales soit 11% de plus qu'en avril 2012 et 25% de plus qu'en mars 2013. Sur les quatre premiers mois de l'année, avec 60 092 contrats, la hausse s'élève à 10% par rapport à la même période de 2012. Cette reprise est de bon augure avant la recrudescence attendue des emplois saisonniers.

Au niveau national, les chiffres du Baromètre économique de l'ACOSS-URSSAF de juin 2013 enregistrent une baisse de 3% de l'emploi intérimaire sur 3 mois et de 11,7% sur un an.

Travail temporaire

(chiffres définitifs jusqu'en février 2013 inclus)

Source : URSSAF
Unité : Nombre de déclarations



En avril 2013, le nombre de déclarations de travail temporaire reçues par l'URSSAF a augmenté de +10,9% par rapport à avril 2012

► Faible recours aux crédits par les entreprises

Le taux de croissance des encours de crédits⁽²⁾ des entreprises dans les banques tourangelles, tous types confondus, a augmenté de 4,9% entre avril 2012 et avril 2013 soit un écart de 0,3 point sur le mois de mars. Depuis janvier 2013, le taux d'évolution stagne à ce niveau relativement faible qui accompagne le peu d'activité des entreprises. Au niveau national, la Banque de France confirme la stabilité de la demande et annonce une évolution de 0,3% des encours des entreprises entre avril 2012 et avril 2013.

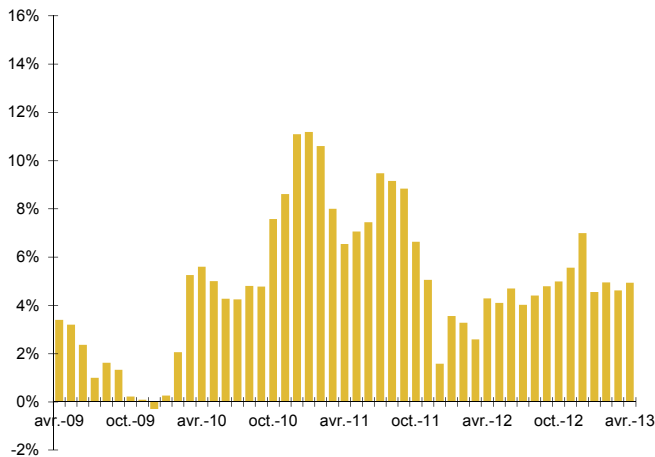
Activité des entreprises

Quelques frémissements positifs dans un contexte encore figé

(suite)

Crédits aux entreprises

Source : Banque de France
Unité : % d'évolution par rapport au même mois de l'année précédente

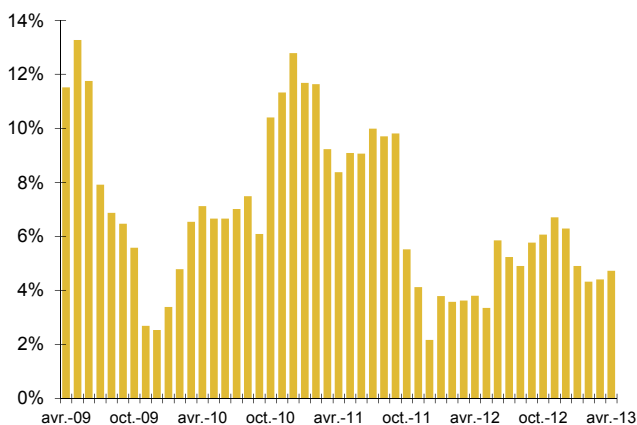


En avril 2013, les crédits d'entreprise sont en hausse de +4,9% par rapport à avril 2012

► Le recours aux crédits d'équipement

Crédits d'équipement* des entreprises

Source : Banque de France
Unité : % d'évolution par rapport au même mois de l'année précédente



En avril 2013, les crédits d'équipement sont en hausse de +4,7% par rapport à avril 2012

* Les crédits d'équipement comprennent les crédits d'investissement ainsi que d'autres opérations (LBO et financements de rachat de fonds).

Fin avril 2013, les encours de crédit d'équipement des entreprises dans les banques tourangelles affichaient une croissance de 4,7% par rapport à avril 2012. Ce taux de croissance est faible et stagne à ce niveau depuis janvier 2013.

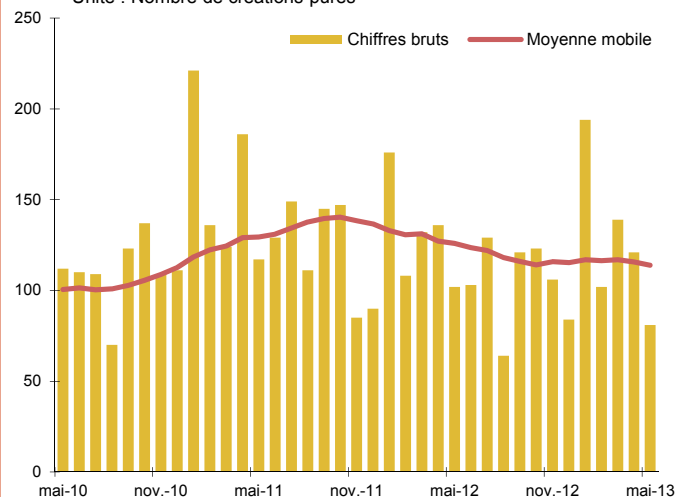
(2) Montant en valeur établi à une date t du stock des crédits détenus par les banques tourangelles sur leur clientèle d'entreprises.

► Les créations d'entreprise diminuent très légèrement

Les créations d'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés s'affichent en baisse comparées à celles de l'année 2012 (-2,6% en données provisoires pour la période janvier-mai 2013/janvier-mai 2012). Cette baisse s'estime sur une année 2012 déjà en recul en terme de créations. Sur les cinq premiers mois de l'année 2013, la baisse reste raisonnable avec 637 entreprises enregistrées au RCS contre 654 à la même époque l'an dernier. 81 entreprises ont été immatriculées au mois de mai 2013. C'est un chiffre faible pour la période traditionnellement plus propice à la création.

Créations pures* d'établissements déclarées au Registre du Commerce et des Sociétés (chiffres définitifs jusqu'en novembre 2012 inclus)

Source : OE2T - Fichier consulaire de la CCI de Touraine
Unité : Nombre de créations pures



* Une création pure correspond à la 1^{ère} inscription d'un établissement au RCS d'Indre et Loire (hors auto-entreprise).

Avec 88 immatriculations, le volume des immatriculations au Répertoire des Métiers est en hausse de presque 40% en mai 2013 par rapport au mois de mai 2012. Sur les 5 premiers mois de l'année, les totaux varient de 2% à la baisse. 477 entreprises ont été immatriculées depuis le début de l'année 2013 contre 487 à la même période de l'an dernier. Les créations se concentrent dans le secteur du Bâtiment, du transport et de l'alimentation. Les radiations ont augmenté de 6% par rapport à mai 2012 et de 19% depuis janvier, là aussi principalement dans le bâtiment, les transports et l'alimentation. Le solde des immatriculations et des radiations sur la période de janvier à mai 2013 s'élève à +79. Depuis janvier 2013, la Chambre des Métiers et de l'artisanat a recensé 143 créations et 96 cessations d'activité d'auto entrepreneurs.

(3) 1^{ère} inscription d'un établissement (siège ou établissement secondaire) au RCS d'Indre et Loire (hors auto-entreprise).

Activité des entreprises

Quelques frémissements positifs dans un contexte encore figé

(suite)

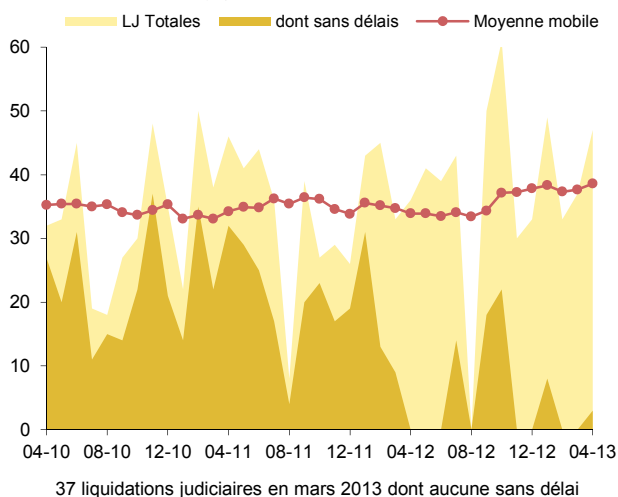
► Les liquidations judiciaires

Pour le mois de mai 2013, 25 liquidations judiciaires d'établissements implantés en Indre et Loire, ont concerné 58 emplois. Depuis le début de l'année 2013, le nombre de jugements prononcés en liquidations judiciaires est en diminution par rapport à l'an dernier avec cependant une séance de moins (sur la période janvier-mai, 191 liquidations ont été enregistrées en 2013 contre 198 en 2012). En cumul, les effectifs affectés sont plus importants (540 emplois depuis le début 2013 contre 460 sur la même période de l'an dernier).

Depuis janvier 2013, 81 ouvertures en redressement judiciaire ont été comptabilisées contre 80 l'an dernier. Le nombre d'emplois menacés s'élève à 544 contre 435 comptabilisés sur la même période de l'an dernier. En mai 2013, 13 jugements d'arrêts de plan ont été prononcés pour une perte de 194 emplois. Au-delà des procédures collectives comptabilisées, les actions de prévention qui permettent au Tribunal de Commerce de Tours d'intervenir en amont des procédures sont en nette augmentation. Les entretiens préalables sont en hausse de 77% et les procédures amiables (mandats ad hoc et conciliations) sont en augmentation de 10% par rapport aux cinq premiers mois de l'année 2012.

Liquidations judiciaires totales dont sans délai

Source : Tribunal de Commerce
Unité : Nombre de jugements



► La construction des locaux professionnels s'intensifie avec des disparités importantes par secteur

Le début de l'année est globalement favorable à la construction professionnelle tourangelle. Par rapport à l'an dernier, tous secteurs confondus, les m² engagés sont en progression de 28% comparés au 1^{er} trimestre 2012. Sur cette période, les surfaces de production enregistrent une baisse de près de 48%, soit 10 429 m² contre 19 768 m² l'an dernier. Avec 3 287 m² commencés, les surfaces commerciales sont en recul de 32,5% comparées à un 1^{er} trimestre 2012 déjà très modéré (4 869 m²). Dans l'entreposage et le stockage, 6 668 m² ont été mis en chantier contre 3 773 l'an dernier (+76,7%). La plus forte hausse est enregistrée dans le secteur des bureaux. Les 19 074 m² de surfaces commencées au 1^{er} trimestre 2013 représentent une hausse de 263% des surfaces engagées l'an dernier sur la même période. Au global, l'ensemble des locaux représentent 55 194 m² contre 43 117 au premier trimestre 2012 mais bien en deça des volumes construits avant la crise. Le département se démarque de la région Centre qui enregistre une hausse limitée à 11,6% mais avec une progression des surfaces de production pour l'artisanat et l'industrie de +40%. Le volume total des permis accordés en Indre et Loire semble indiquer l'amorce d'une reprise à court terme dans tous les grands secteurs (+89%) à l'exception des locaux de production (-17,5%). La hausse des permis déposés est importante pour le commerce (+294%) et les bureaux autorisés au 1^{er} trimestre 2013 sont en hausse de 28% par rapport à l'an dernier sur la même période (374 720 m² contre 292 258 m²).

Jean-Marc Defrasne

Achévé de rédiger le 25 Juin 2013

Consommation

L'immobilier apporte quelques signaux positifs

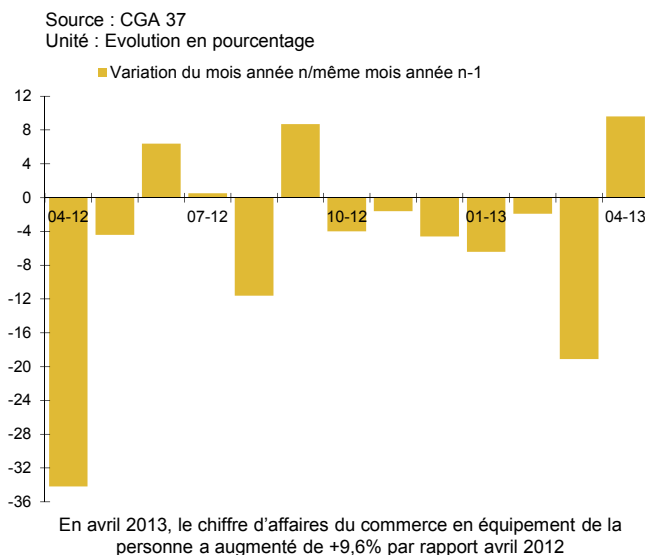
Dans la tendance observée depuis de longs mois, les indicateurs de dépenses courantes restent marqués par la prudence. Le commerce de proximité souffre du manque de consommation et le marché automobile est toujours en recul. Les ménages limitent leur endettement de court terme et l'épargne bancaire commence à pâtir d'une rémunération jugée faible et de la nécessité pour une partie des épargnants de puiser dans leurs réserves. Du côté de l'immobilier, on relève cependant quelques signaux positifs. Les encours de crédits à l'habitat augmentent, les ventes dans l'ancien et les mises en chantier dans le neuf également.

► Un mois d'avril mitigé pour le commerce de proximité

Avec une baisse enregistrée dans le commerce alimentaire et une légère hausse dans les autres secteurs, le mois d'avril 2013 est resté modéré pour le commerce indépendant spécialisé, selon l'enquête mensuelle du Centre de Gestion Agréé 37. C'est pourtant une évolution globalement positive qui doit être nuancée car comparée à un mois d'avril 2012 exécrable pour tous les secteurs.

Ainsi dans l'alimentation, la baisse des ventes de 8,7% observée en avril 2013 se réfère à un mois d'avril 2012 déjà en baisse (-4,1%). Sur les quatre premiers mois de l'année, le secteur enregistre une hausse de 0,7% grâce aux bons résultats de mars dernier.

**Chiffre d'affaires du commerce
Équipement de la personne**
(chiffres définitifs mars 2013 inclus)



Dans l'équipement de la personne, les ventes en valeur du mois d'avril 2013 ont augmenté de 9,6% comparées à un mois d'avril 2012 en net recul de 34,2%. En cumul sur quatre mois, le volume des ventes est en hausse de 0,9% par rapport à l'an dernier.

Les spécialistes de la santé enregistrent une légère hausse de 1,2% par rapport à un mois d'avril 2012 déjà négatif (-1,9%). L'évolution annuelle à fin avril 2013 s'affiche encore en retrait de -0,6% par rapport à l'an dernier.

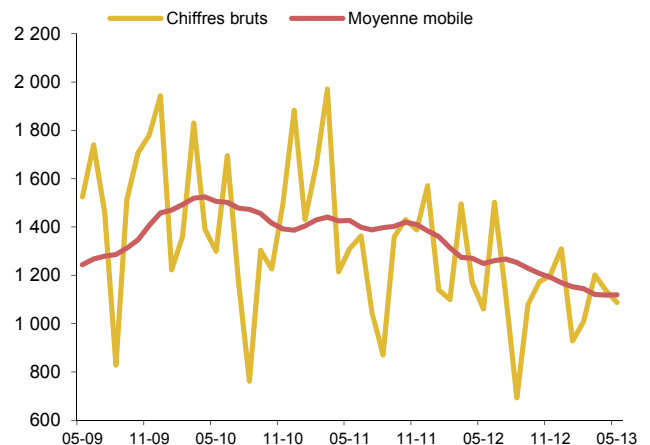
Le secteur de l'esthétique affiche une hausse de ses ventes

de 3,4% par rapport à un mois d'avril 2012 très médiocre (-11,1%). En cumul sur le quadrimestre, la progression des ventes enregistre une hausse de 1,3%.

Ces tendances sont confirmées par les enquêtes de conjoncture nationale de l'INSEE. En avril 2013, le climat des affaires reste défavorable dans le commerce de détail. Les dépenses de consommation des ménages en biens reculent de 0,3% en volume en avril, après avoir augmenté de 1,3% en mars. La baisse en avril est principalement imputable au recul des dépenses en produits alimentaires. En revanche, les achats en biens durables et les dépenses en énergie progressent.

Immatriculations de véhicules neufs

Source : CNPA
Unité : Nombre de véhicules



Les immatriculations de véhicules neufs en mai 2013 par rapport à mai 2012 sont en augmentation de +2,4%

► Le marché automobile se reprend légèrement

Avec 1 087 véhicules neufs immatriculés, le mois de mai 2013 s'inscrit en hausse de 2,4%, comparé à un mois de mai 2012 très faible. Depuis le début de l'année, c'est la première fois que les ventes mensuelles de 2013 dépassent celles de 2012. Le niveau reste cependant inférieur d'environ 22% à la moyenne des mois de mai 2008-2011. Sur les quatre premiers mois de l'année 2013, les ventes enregistrent un recul cumulé de 10% par rapport à l'année 2012. La tendance devient ainsi meilleure que la tendance nationale qui enregistre un repli de 10,4% comparé à mai 2012 et, en cumul annuel, un recul de 11,9% par rapport à l'an dernier.

Consommation

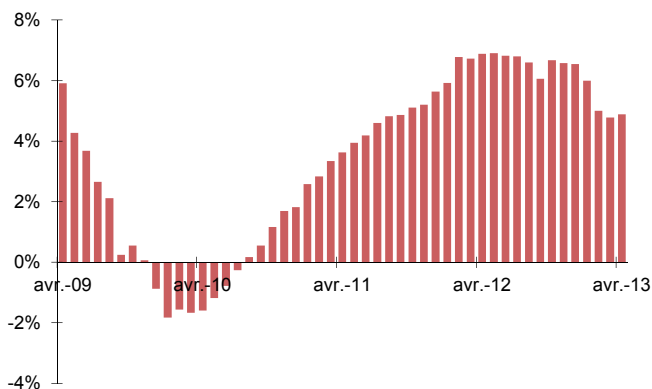
L'immobilier apporte quelques signaux positifs

(suite)

► Le taux d'évolution de l'épargne bancaire ralentit

Evolution de l'Epargne des ménages

Source : Banque de France
Unité : % d'évolution par rapport au même mois de l'année précédente



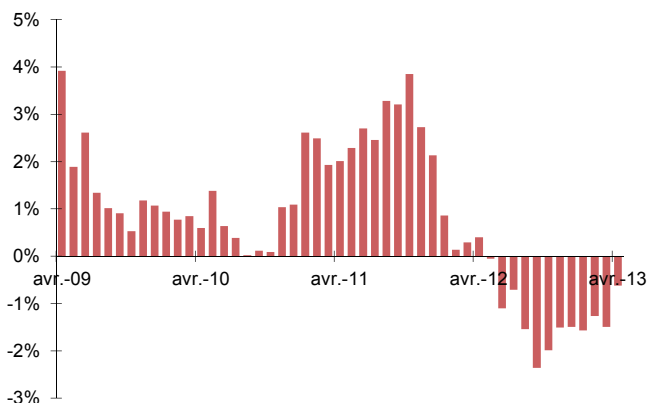
En avril 2013, l'épargne des ménages a progressé de +4,9% par rapport à avril 2012

Les encours d'épargne des particuliers dans les banques tourangelles n'ont augmenté que de 4,9% entre avril 2012 et avril 2013. C'est un taux d'évolution qui confirme le ralentissement de l'épargne, très certainement dû à une baisse de capacité des ménages. Les annonces récentes d'une nouvelle baisse du taux de rémunération rendent par ailleurs ce placement de moins en moins attractif.

► Les crédits de trésorerie toujours peu utilisés

Crédits de trésorerie des ménages

Source : Banque de France
Unité : % d'évolution par rapport au même mois de l'année précédente



En avril 2013, le montant des crédits de trésorerie accordés aux ménages a diminué de -0,6% par rapport à avril 2012

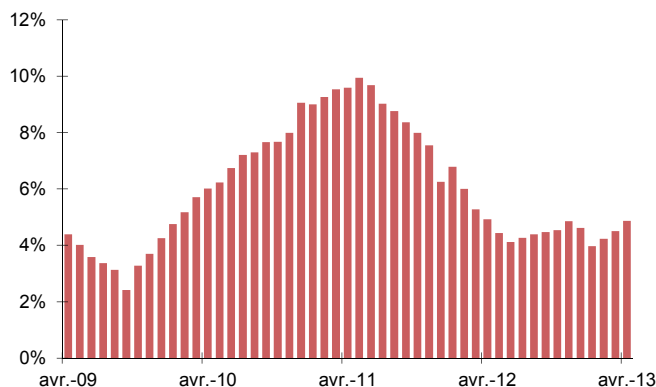
Avec -0,62% (1) entre avril 2012 et avril 2013, le taux de croissance des encours de crédit des particuliers dans les banques tourangelles cesse de décroître tout en restant négatif. Les résultats des mois prochains montreront s'il s'agit d'un recours ponctuel à l'usage du crédit de trésorerie ou bien l'amorce d'une tendance. Au niveau national, selon les données de la Banque de France, le taux de croissance annuel des crédits à la consommation des ménages est également négatif en mars 2013 (-2%).

(1) Montant en valeur établi à une date *t* du stock de crédits détenus par les banques tourangelles sur leur clientèle de particuliers.

► Les crédits à l'habitat frémissent positivement

Crédits à l'habitat des ménages

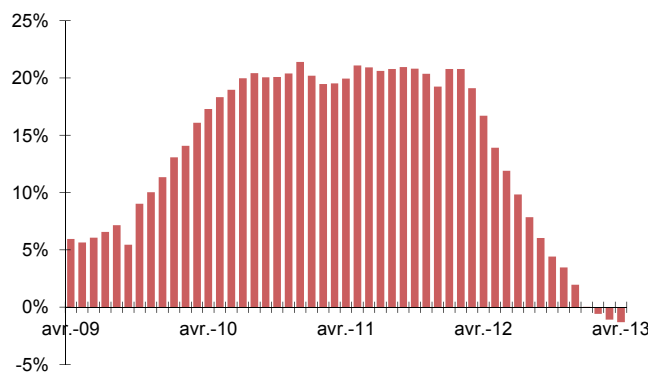
Source : Banque de France
Unité : % d'évolution par rapport au même mois de l'année précédente



En avril 2013, le montant des crédits à l'habitat accordés aux ménages a progressé de +4,9% par rapport à avril 2012

Crédits à l'habitat des ménages à taux 0%

Source : Banque de France
Unité : % d'évolution par rapport au même mois de l'année précédente



En avril 2013, le montant des crédits à taux 0% accordés aux ménages a diminué de -1,3% par rapport à avril 2012

Consommation

L'immobilier apporte quelques signaux positifs

(suite)

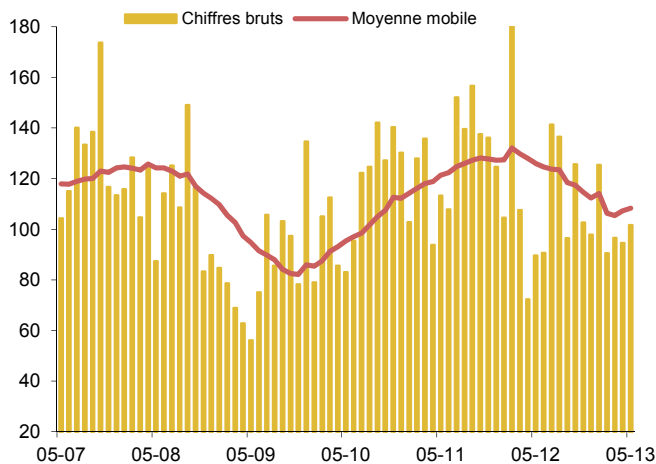
Les encours de crédit à l'habitat (2) dans les banques tourangelles semblent avoir cessé de diminuer. Ils ont progressé de 4,9% entre avril 2012 et avril 2013 (+4% fin janvier, +4,5% fin mars). Cet indicateur avancé des achats des particuliers en logement montre depuis janvier 2013 une très légère amélioration de la situation. La chute des encours de crédit à taux zéro se poursuit et atteint -1,3%. Au niveau national, selon la Banque de France, le taux de croissance annuel des encours de crédits à l'habitat augmente en avril (2,7%, après 2,5% en mars).

(2) Montant en valeur établi à une date *t* du stock des crédits détenus par les banques tourangelles sur leur clientèle de particuliers.

► **Le marché du logement ancien résorbe une partie de son retard de 2012.**

Marché de l'immobilier ancien (Habitat et professionnel)

Source : Direction départementale des Services Fiscaux
Unité : Montant mensuel des transactions en millions d'euros



Les transactions sur le marché de l'ancien progressent de 13,5% en mai 2013 comparées à un mois de mai 2012 de bonne tenue. En cumul sur les cinq premiers mois de l'année, la baisse des ventes se réduit à -8,8% par rapport à l'an dernier.

► **Le marché du logement neuf est en hausse**

Avec 315 logements commencés, avril 2013 marque une hausse de 66,7% des mises en chantier par rapport à avril 2012 grâce au rebond du collectif (148 logements soit 126 de plus qu'en avril 2012) alors que l'individuel demeure au même niveau que l'an dernier (167 logements). Le premier quadrimestre est en hausse de 57,5% par rapport au 1^{er} quadrimestre 2012, là encore grâce à la hausse des mises en chantier dans le collectif (+239%), l'individuel enregistrant une hausse de 1,2%.

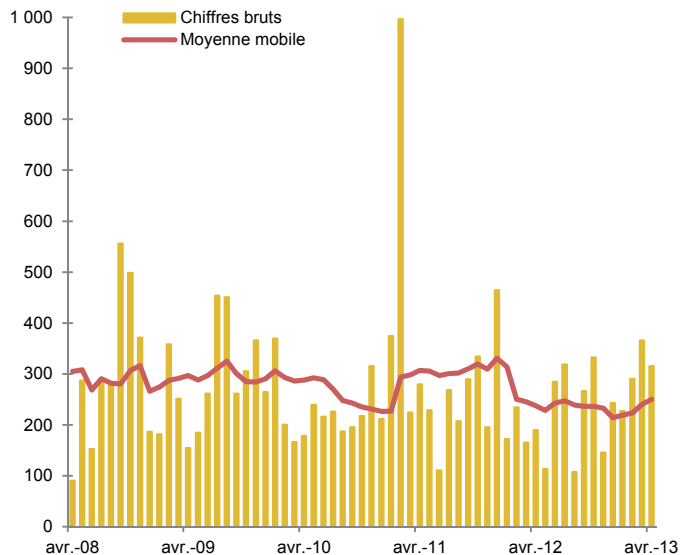
Avec le recul du logement individuel (-9,3%) et avec une

hausse modérée du logement collectif(+6,9%), la région Centre accuse sur le quadrimestre un recul des mises en chantier de logements de 4,2% comparé au 1^{er} quadrimestre 2012.

Le nombre de permis de construire déposés depuis janvier est en légère baisse de 8,4% par rapport à l'an dernier, en raison d'un repli du collectif (-34%) faisant suite au niveau élevé de l'an dernier. Les permis de construire pour les

Construction neuve : logements commencés

Source : DRE Centre - SITADEL II
Unité : Nombre de logements commencés



constructions individuelles augmentent de 30%.

Jean-Marc Defrasne
Achévé de rédiger le 26 juin 2013

